



La lettre d'information de la Coopération internationale belge en République Démocratique du Congo

Dans ce numéro

- Le mot de la Coop
- Mission du VPM Maxime Prévot en RDC
- Focus Finances Publiques
- Mission Nexus HDP à Tshikapa
- Atelier sur la situation des femmes en agriculture
- L'Organisation du mois RIKOLTO
- Deuxième réunion du CMPC
- Activités UNESCO et INERA
- Annonces

Mission du Vice-premier ministre Maxime Prévot en RDC



Du 25 au 29 avril 2025, le Vice-premier ministre et ministre belge des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération internationale, Maxime Prévot, a effectué une mission diplomatique dans la région des Grands Lacs. Cette mission l'a mené en Ouganda, au Burundi et en République Démocratique du Congo (RDC). Cette tournée de cinq jours s'inscrivait dans les efforts déployés par la Belgique pour contribuer à une solution durable au conflit dans l'Est de la RDC.

Au programme dans les 3 pays : des rencontres bilatérales de haut niveau, des visites de projets de la coopération belge et des partenaires belges ainsi que des échanges avec la société civile.

Arrivé à Kinshasa le dimanche 27 avril 2025, le Vice-premier ministre s'est directement rendu dans la commune de Masina pour visiter la Maison Communale.



Le mot de la Coop



Chères lectrices, chers lecteurs,

Dans cette édition un article se concentre sur la visite du Vice-premier Ministre Maxime Prévot dans la région des grands-Lacs et plus particulièrement en RDC.

Nous faisons également un focus sur les Finances publiques et l'appui apporté par la Belgique dans ce secteur.

Parmi les activités, nous revenons sur la 2^{ème} réunion du CMPC (Comité Mixte Paritaire de Concertation), l'atelier sur la situation des femmes en agriculture organisé par le GIBADER et le GIB Genre et la mission Nexus HDP à Tshikapa.

L'organisation mise à l'honneur dans ce numéro est RIKOLTO qui œuvre pour la promotion d'une agriculture durable et une alimentation saine et nutritionnelle pour tous.

Vous trouverez également dans cette édition un article sur les activités de l'INERA dans le cadre du projet Yangambi dans la province de la Tshopo.

Eric Willemaers
Ministre Conseiller
Chef de la Coopération

Après la présentation des civilités au bourgmestre Joseph Shiki Katumba, le Vice-premier ministre a échangé avec des jeunes entrepreneurs de l'ONG Pasco et de l'ONG CLEJUPS soutenus par Enabel dans le cadre de son projet FEE (Formation, Entrepreneuriat, Emploi) avant de visiter les stands où leurs activités étaient exposées. Grâce à ce projet, des jeunes – majoritairement des femmes – ont pu lancer leur micro-entreprise.



Toujours dans la commune de Masina, le Vice-premier ministre s'est rendu au Centre de formation professionnelle Don Bosco, soutenu par l'ONG belge Via Don Bosco, où des jeunes vulnérables acquièrent chaque année des compétences techniques concrètes pour accéder à un emploi digne.

Après la visite des ateliers de formation, le Vice-premier ministre a inauguré la plaque commémorative à la mémoire du Père salésien Léopold (Pol) Feyen, figure clé de l'engagement belge en RDC. Toute la délégation a ensuite dégusté des gaufres préparées par l'atelier de formation boulangerie-pâtisserie.



Le lundi 28 avril 2025, après un bref passage à l'Ambassade de Belgique pour saluer le personnel et avoir un aperçu des dégâts causés par les attaques du 28 janvier 2025, le Vice-premier Ministre a visité [Silikin Village](#) qui est un hub d'entrepreneuriat et d'innovation où des jeunes talents, start-ups et acteurs du numérique y façonnent l'avenir de l'économie congolaise.

En plus des locaux et de l'écosystème de Silikin Village, le Vice-premier ministre y a découvert comment, grâce à l'appui d'Enabel avec son projet KinEmploi et des partenaires comme [Ovation](#) et



[Kadea Academy](#), des jeunes sont formés aux métiers du digital et les plus talentueux développent des solutions d'avenir dans l'énergie solaire, les emballages écologiques et le numérique. Ainsi, en misant sur la formation, l'entrepreneuriat et l'innovation, la Belgique et la RDC construisent ensemble un avenir plus prometteur pour la jeunesse congolaise.



L'après-midi du lundi 28 avril était consacrée aux rencontres bilatérales, le Vice-premier ministre a été reçu en audience par le Président Felix Tshisekedi et par la Première ministre Judith Suminwa Tuluka.

Il a réaffirmé son soutien aux divers processus de médiation en cours pour mettre fin à la tragédie dans l'Est et à toute initiative de dialogue visant à renforcer la cohésion nationale et le respect des principes démocratiques et républicains par tous les acteurs.

Lors des échanges, il a été évoqué la nécessité de renforcer la gouvernance, la lutte contre la corruption et les défis socio-économiques tout en réitérant le souhait de la Belgique de renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays sur base d'un climat des affaires consolidé qui permettrait de revigorer encore les échanges économiques.

Le Vice-premier ministre a également eu des échanges sur des questions d'actualité avec différents représentants de la société civile.

Les droits des femmes, la situation des défenseurs des droits humains et la lutte contre la corruption ont notamment été abordés. La protection et la promotion des droits humains constituent une priorité de la politique étrangère belge. Cela va de pair avec l'objectif prioritaire de la coopération belge: le développement humain durable.

Une réception a été organisée dans la soirée dans le jardin de l'Ambassade de Belgique avec la communauté belge et les différents partenaires.



Deux remises de décorations lors de cette soirée, Sœur Agnès a été nommée Officier de l'Ordre de Léopold. Depuis plusieurs années, Sœur Agnès veille à apporter quotidiennement du réconfort et des plats chauds aux patients de l'hôpital Mama Yemo à Kinshasa.

Monsieur Jean-Philippe Waterschoot quant à lui a été nommé Commandeur de l'ordre de la Couronne. Monsieur Waterschoot contribue grandement à l'image de la Belgique en RDC, notamment en tant que Président de la Chambre de Commerce belgo-luxembourgeoise et Conseiller en diplomatie économique, ainsi qu'à travers sa participation à des nombreuses associations caritatives.

Le Vice-premier ministre s'est envolé pour Beni le mardi 29 avril 2025 où il a rencontré le Gouverneur militaire du Nord-Kivu, le Général major Evariste Somo Kakule au siège du gouvernement. Ils ont discuté des grands défis sécuritaires et humanitaires dans un contexte d'instabilité persistante mais aussi d'infrastructures, de développement ainsi que des opportunités de partenariat pour redonner de l'espoir à la population.



Accompagné par le Gouverneur, ils se sont rendus au centre chirurgical [UNICHIR](#) pour une visite guidée par le Docteur Reginald Moreels et le médecin-chef du centre, le Docteur Michel Kalongo. Le centre chirurgical UNICHIR, fondé par le Docteur Reginald Moreels, offre des soins chirurgicaux, obstétricaux et néonataux d'une qualité remarquable dans une région marquée par le conflit et l'instabilité.

Dans ces circonstances extrêmement difficiles, avec passion et humanité, le Docteur Moreels et son équipe parviennent à sauver des vies et forment la relève locale.



Le Vice-Premier ministre a également échangé avec des représentants de la société civile engagés dans la protection des populations vulnérables. Leur travail est essentiel pour garantir que, malgré la violence, les droits et la dignité des communautés restent au cœur des efforts communs.

Le Vice-premier ministre a rappelé que la Belgique continuera de soutenir ceux qui, sur le terrain, œuvrent pour soulager la souffrance, protéger les civils et redonner espoir à une population trop longtemps oubliée.

Avant de quitter Beni, le Vice-premier ministre a rencontré à la base logistique de la MONUSCO le Commandant de la Force de la MONUSCO le Lieutenant-Général Ulisses de Mesquita Gomes et le chef de bureau de la MONUSCO à Beni, Adbourahmane Ganda. Il a salué leur engagement pour la protection des civils.

Focus Finances Publiques

Saviez-vous que le taux d'exécution de la part du budget alloué au ministère de la santé en RDC était de 24,97% en 2024 ? De plus, l'analyse de la répartition de ce budget montre une concentration des ressources au niveau central (Kinshasa) de plus de 70% en 2025, au détriment des provinces. Malheureusement, le secteur de la santé n'est pas le seul à pâtir de ce problème. La RDC présente, depuis plusieurs exercices, un écart très significatif entre le budget voté par le Parlement et son exécution effective.

Les finances publiques sont un outil précieux pour le développement d'un pays et leur bonne gestion permet d'améliorer le bien-être de la population. C'est pour cette raison que le programme bilatéral d'Enabel en RDC 2023-2027 comporte un volet dédié à la gouvernance financière. L'objectif poursuivi dans ce cadre est d'améliorer la mobilisation des ressources financières internes, leur utilisation efficace et leur diffusion transparente, afin d'augmenter la qualité des services sociaux destinés aux populations.

Une composante essentielle de l'appui de la Belgique aux finances publiques en RDC est notre collaboration avec le Comité d'Orientation de la Réformes des Finances Publiques ([COREF](#)).

Deux experts détachés par Enabel y travaillent respectivement sur la politique budgétaire et sur la politique fiscale. Ils se concentrent notamment sur la mise en œuvre de politiques comme la déconcentration de l'ordonnancement, qui a pour objectif de ramener la gestion des moyens, notamment financiers, auprès des gestionnaires de différents secteurs (santé, agriculture, éducation, etc.) dans le but de leur permettre d'être effectivement responsables de la réalisation de leurs objectifs.

Sur le plan fiscal, notre soutien porte, entre autres, sur la promotion du civisme fiscal, sur l'optimisation de la collecte de la TVA et sur l'amélioration du manuel de la Direction Générale des Impôts (DGI). Le Service Public Fédéral (SPF) belge des Finances apporte également son expertise au Ministère des Finances congolais en matière de croisement des différentes bases de données, avec comme objectif final l'élargissement de l'assiette fiscale.

Ce partenariat entre la Belgique et la RDC dans le domaine des finances publiques est d'autant plus opportun en ce moment où la guerre et l'occupation de deux provinces à l'Est de la RDC a un impact important sur les finances publiques du pays. Comme indiqué par le Ministre des Finances au mois d'avril, cette occupation entraînerait une perte de 4,5% des recettes budgétaires de l'Etat congolais.

L'appui belge a également pour but de renforcer les capacités des citoyens et de la société civile à exercer un contrôle sur la mobilisation des ressources et la gestion des dépenses.

Ces différents axes de travail visent à aider la RDC à atteindre les objectifs fixés par le Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre de son récent programme, soutenu par la Facilité élargie de Crédit (FEC) pour un total de 1,8 milliard USD, et approuvé en janvier dernier.

La coordination des différents programmes des bailleurs sur le plan des finances publiques se fait au sein du groupe inter-bailleurs finances publiques (GIB Finances publiques), présidé actuellement par le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Les progrès réalisés dans chacun de ces programmes sont habituellement discutés sur une base annuelle avec le Ministre des Finances, au sein du Cadre permanent de Concertation (CPC) de haut niveau. La dernière réunion de ce type remonte à fin 2023.

Mission Nexus HDP à Tshikapa



Lors d'une mission à Tshikapa, Patrick Kabuika, Conseiller Humanitaire et Coopération à l'Ambassade de Belgique, a participé au dialogue stratégique gouvernemental sur le renforcement de l'approche Nexus HDP (Humanitaire, Développent et Paix) dans la province du Kasai. Cette mission s'est déroulée du 11 au 16 mai 2025 et avait pour but de souligner l'importance

de l'intégration des activités humanitaires, de développement et de paix pour des solutions durables aux crises.

Le dialogue stratégique a connu la participation du Vice-Gouverneur et Gouverneur intérimaire, du Vice-Président et Président intérimaire de l'Assemblée Provinciale, des Députés provinciaux, des ministres provinciaux, de la délégation conjointe du Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, conduite par le Secrétaire Général, des représentants du groupe des bailleurs du Nexus, notamment les Ambassades d'Allemagne, de Belgique, de Suède, et du Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies.

Ces travaux ont permis des échanges entre la délégation mixte Gouvernement - Nations Unies - Bailleurs et les acteurs du terrain, à savoir les représentants du système de Nations Unies, de la société civile, du secteur privé, des ONGs nationales et internationales, ainsi que les experts et chefs de division de l'administration publique, sur les résultats concrets de l'approche Nexus HDP et les approches de travail pour aligner les efforts autour du plan de développement provincial du Kasai, comme cadre stratégique fédérateur.

La province du Kasai est considérée comme une province pilote où l'approche Nexus est mise en œuvre depuis 2022. Cette approche intégrée a déjà permis d'enregistrer des résultats concrets, notamment une réduction mesurable de l'insécurité alimentaire, une augmentation de l'accès aux services sociaux de base et une baisse des cas de violences basées sur le genre.



Afin d'avoir un aperçu de ces résultats, la délégation a également visité une intervention qui s'inscrit dans les efforts engagés par le gouvernement dans le cadre du projet de justice transitionnelle "PROJUST".

Ce projet soutenu par le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF), lancé récemment, capitalise sur des interventions antérieures visant la réconciliation communautaire et la formation des réseaux des

femmes championnes dans la promotion de la cohésion sociale ; il illustre de manière concrète l'opérationnalisation du Nexus dans le contexte local.

La délégation a également eu l'opportunité de visiter le pôle de convergence de Shamusanda, afin de découvrir une autre initiative concrète mise en œuvre à travers l'approche Nexus. Cette initiative, menée conjointement par le HCR, la FAO et le PAM, intègre des mécanismes alternatifs de résolution des conflits au sein des communautés bénéficiaires.

Pour rappel, dans une perspective de renforcement de la coordination entre les gouvernements central et provincial et leurs partenaires, le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement a récemment acté la mise en place d'un Groupe Consultatif Nexus (GCN) pour appuyer l'opérationnalisation de l'approche nexus en lien avec le Plan national stratégique de développement (PNSD) 2024-2028.

Atelier sur la situation des femmes en agriculture

Les Groupes Inters-Bailleurs Genre, Agriculture et Développement Rural (GIBADER) ont organisé le mardi 06 mai 2025 à l'Ambassade de Belgique un atelier sur la situation des femmes en agriculture réunissant les principales structures de femmes paysannes de la RDC œuvrant dans le domaine agricole et sa chaîne de valeur.

L'objectif était de dresser un état des lieux complet axé sur l'autonomisation des femmes, les violences basées sur le genre (VBG) et les droits des femmes. Cette initiative faisait suite à un constat alarmant de la régression des femmes paysannes dans leur milieu professionnel.

Ce forum a permis de mettre en lumière les enjeux cruciaux liés à l'autonomisation des femmes paysannes en RDC, tout en soulignant les progrès réalisés et les défis persistants.

Les échanges ont révélé une avancée notable dans l'engagement des femmes au sein des chaînes de valeur agricoles, portée par des initiatives comme le projet « Pour Elle » d'Expertise France, qui favorise l'accès au financement et la formalisation des activités entrepreneuriales, les structures telles que l'[ANPC](#)

(Académie Nationale Paysanne, Genre et Agriculture), le [RENAFER](#) (Réseau des Associations de Femmes Rurales), l'[APROFEL](#) (Association pour la Promotion de la Femme de Lukula) et l'UAFMDK (Union des Associations des Femmes Maraîchères pour le Développement de Kinshasa).

Cependant, des obstacles structurels subsistent : accès inéquitable à la terre, taxes étouffantes, manque de soutien étatique aux infrastructures agricoles, violences basées sur le genre (VBG) et faible éducation.



Les recommandations clés soulignent la nécessité d'une coordination renforcée entre bailleurs, organisations paysannes et autorités pour systématiser les bonnes pratiques, soutenir les structures féminines et plaider pour des réformes politiques inclusives. L'approche de la « masculinité positive », la formation continue et l'innovation financière (prêts d'honneur, assurances agricoles) émergent comme des leviers essentiels pour transformer les défis en opportunités.

Enfin, ce dialogue appelle à une synergie accrue entre acteurs locaux et nationaux, ainsi qu'à un investissement durable dans l'écosystème agricole centré sur les femmes. Seule une action collective, ancrée de l'approche genre et l'inclusion socio-économique, permettra de libérer le potentiel des femmes paysannes comme pilier du développement rural et de la souveraineté alimentaire en RDC.

L'Organisation du mois



[RIKOLTO](#) est l'une des organisations du droit Belge de développement, avec un partenariat public avec la RDC qui soutient l'inclusivité du Mouvement paysan au travers la professionnalisation des Coopératives et Organisation paysannes afin de rendre profitable le secteur agricole et les entreprises de soutien le long des chaînes des valeurs alimentaires prioritaires.

Rikolto est un mot en Esperanto, qui signifie "récolte" : récolte de produits agricoles, mais aussi récolte d'idées et d'expériences.

Avec sa nouvelle structuration et vision orientée vers la gouvernance des systèmes alimentaires locales des villes durables. Rikolto prône la promotion d'une agriculture durable afin de nourrir de façon saine et nutritive les populations croissantes de nos jours sans discrimination aucune.

En Afrique Rikolto fonctionne sous 2 hubs dont Rikolto en Afrique de l'Est (Eastern-Hub) avec 5 pays, et en Afrique de l'Ouest (Western-Hub), avec 4 pays.

Dans ces pays RIKOLTO facilite la co-crédation des solutions durables avec les partenaires aux développements, les organisations de la société civile (CSOs) et les leaders locaux pour améliorer le climat des affaires.



Intervenant en RDC depuis 1998, et officiellement en 2005, RIKOLTO en RDC œuvre pour la promotion d'une agriculture durable, et une alimentation saine et nutritionnelle pour tous, avec comme mode d'actions principal la professionnalisation des coopératives et l'accélération des affaires agroalimentaires portées par les Jeunes Agripreneurs en systèmes alimentaire locale.

En RDC, Rikolto a décidé de se concentrer entièrement à l'Est du pays (Sud- et Nord-Kivu, ainsi que l'Ituri et le Tanganyika) tout en se focalisant sur quatre chaînes de valeur agricoles porteuses : le café arabica, le riz, le cacao et le chia.

En même temps il est important d'appuyer également les organisations paysannes provinciales et nationales dans leurs efforts de plaidoyer envers les autorités et les partenaires techniques et financiers.

Rikolto organise les réseaux des producteurs et faitières le long des chaînes des valeurs par le biais d'incubation des Modèles d'affaires de chaque coopérative, professionnalisation des acteurs, organisation de l'intelligence d'affaire pour chaque commodité, préparation aux marketings et design des noms commerciaux sous une standardisation et traçabilité locale.

Rikolto encadre les jeunes Agripreneurs sous son programme d'incubation « Generation-FOOD » adapté au menu alimentaire dans les grandes villes. Rikolto participe dans la création de connaissance générationnelle sur l'hygiène et la connaissance sur la sante alimentaire en milieux scolaires « Good Food@Schools ».

Sous l'appui financier du DGD 2022-2026, RIKOLTO en RDCongo exécute Le programme « GOOD FOOD FOR CITIES » Un programme de Gouvernance des systèmes alimentaire local, en sigle GF4Cs, qui promeut l'agriculture régénérative et la consommation d'une nourriture saine et nutritive pour tous en RDC.

Ce programme, engage les partenaires dans la co-création des solutions durable dans le développement du système alimentaire locale, et cela par la promotion des dialogues Multi acteurs «MSP-Dialogues», Rikolto soutient l'agriculture durable, le marché Inclusive et l'amélioration du climat des affaires.

Dans cette visée Rikolto participe dans la facilitation d'adoption des innovations prouvées dans un réseau structuré des agriculteurs afin d'augmenter de façon durable la production d'une nourriture saine et nutritive.



En RDC, ce programme est mis en œuvre au Sud-Kivu et au Nord-Kivu. Ainsi, six (6) Coopératives et trois (3) Organisations paysannes sous la professionnalisation participent dans la vision de changement au sein du Resultat#1, qui est la production durable.

« *L'intégration de la culture du Haricot sous ombrage du café a significativement augmentée la participation féminine dans la culture du café, ainsi que la hausse de revenu et source de subsistance familiale en temps d'insécurité....* » Bonnke Mulume, Directeur pays RIKOLTO-RDC

Au Sud-Kivu, sur l'île d'Idjwi 5,163 agriculteurs dont 4,524 femmes-soit 87% de participation féminine et filles-mères participent activement dans le processus de la production durable des Haricots Bio-Fortifiés (HM21-7) ; sous ombrage du café et d'une concentration nutritionnelle acceptée pour les ménages entreprises.



Dans ce processus il s'agit :

1. D'accompagnement vers l'adoption des bonnes pratiques régénératives dans le système de production locale.
2. Développer les stratégies Marketing des haricots Bio-Fortifiés sous un Modèle de traçabilité basée sur l'origine « P2P » porte par les femmes et, filles mères.
3. Faciliter le Marketing collectif sous un nom commercial et de standard pour le haricots Bio-fortifié, garantissant la participation des femmes au marché et augmentation de leur revenu par kilogramme d'haricot vendu sous standards.

Rikolto œuvre pour la promotion des chaînes des valeurs à forte valeurs économiques et qui participent à l'enrichissement nutritionnel du menu alimentaire local. Rikolto exécute 3 programmes dont le Café-cacao, le Programme Riz, et le Programme de système alimentaire locale qui particulièrement modélise la gouvernance alimentaire locale des villes.

Deuxième réunion du CMPC



La deuxième réunion du Comité Mixte Paritaire de Concertation (CMPC) s'est tenue le vendredi 11 avril 2025 dans la salle Ambassadeur Ramazani Baya de l'Académie Diplomatique Congolaise du Ministère des Affaires étrangères, Coopération internationale et Francophonie.

Cette réunion était coprésidée par le Secrétaire Général a.i. à la Coopération Internationale, Célestin Kapongo Tshikaya et le Ministre Conseiller, Chef de la Coopération à l'Ambassade de Belgique, Eric Willemaers.

Le CMPC est l'organe mis en place dans le cadre du Portefeuille 2023-2027 pour assurer la cohérence stratégique globale du portefeuille et le suivi des objectifs globaux et spécifiques. Il a remplacé le Comité des Partenaires (COMPAR) mis en place pour les programmes bilatéraux précédents.

Lors de cette deuxième réunion du CPMC, les deux parties ont fait le point sur le niveau d'exécution du Portefeuille 2023-2027. Une attention particulière a été portée sur la problématique de la mise en œuvre des projets dans les zones actuellement sous occupation.



Des pistes ont été explorées et suggérées notamment sur les actions à entreprendre et les mesures à mettre en place pour continuer à soutenir les populations locales, tout en insistant sur le fait que la sécurité des acteurs était primordiale.

Réserve de biosphère de Yangambi

Renforcement des capacités des communautés locales par l'INERA

L'Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomiques (INERA), en partenariat avec l'UNESCO, a organisé à Yangambi les 24 et 25 avril un atelier de renforcement des capacités des populations riveraines de la Réserve de biosphère de Yangambi.

Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de promotion du développement local durable et de préservation de la biodiversité, mise en œuvre par le projet Yangambi, pôle d'excellence sur le climat et la biodiversité, coordonné par l'UNESCO.

L'atelier poursuivait deux objectifs principaux : encadrer les initiatives socio-économiques génératrices de revenus pour les communautés locales et favoriser l'adoption de pratiques agricoles durables adaptées aux spécificités agroécologiques de la région.



Au total, 120 participants, dont 35 femmes, ont pris part à cet événement. Cette participation reflète une volonté croissante d'inclusion équitable et de renforcement du rôle des femmes dans le développement rural.

Les travaux se sont articulés autour de trois axes thématiques : Les cultures pérennes, avec un focus sur les techniques de production du cacaoyer et du palmier à huile ; Les cultures vivrières, notamment avec les techniques améliorées de culture du manioc et du plantain, et enfin l'élevage et la pisciculture, à travers la

diffusion de bonnes pratiques favorisant un développement équilibré et respectueux des ressources naturelles.

L'atelier a privilégié une approche participative, basée sur le dialogue, le brainstorming et l'implication active des participants.

Cette méthodologie a permis d'élaborer des solutions contextualisées, parfaitement adaptées aux réalités et aux défis des communautés locales.

En renforçant les compétences techniques et en stimulant l'innovation locale, cet atelier contribue significativement à renforcer l'autonomisation des communautés rurales, tout en consolidant les efforts de gestion durable des écosystèmes dans la Réserve de biosphère de Yangambi.



Appui des acteurs locaux par l'UNESCO pour renforcer la conservation de la biodiversité et le développement agricole durable

Dans le cadre de la deuxième phase du projet Yangambi, pôle d'excellence sur le Climat & la Biodiversité, l'UNESCO a procédé, les 21 avril et le 3 mai 2025, à la remise officielle de plusieurs dotations matérielles à ses partenaires institutionnels et aux communautés locales investies dans la gestion durable de la Réserve de biosphère de Yangambi, en RDC.



Cette dotation composée des fournitures de bureau, appareils informatiques et des équipements agricoles a été remise à plusieurs bénéficiaires clés, notamment :

- le ministère provincial de l'Environnement, de la Pêche, de l'Élevage et du Développement durable (MEED),
- l'Institut National pour l'Étude et la Recherche agronomiques (INERA) de Yangambi,
- le bureau MAB-Yangambi,
- ainsi que les Associations Communautaires d'Épargne et de Crédit (ACECs) créées dans six villages pilotes dans la réserve de biosphère de Yangambi.



Ce soutien vise non seulement à améliorer les conditions de travail des bénéficiaires, mais aussi à renforcer l'efficacité opérationnelle des initiatives locales en matière de conservation de la biodiversité, de lutte contre les effets du changement climatique et de promotion d'une agriculture durable, adaptée aux réalités de terrain.

ANNONCES

ENABEL - Campagne de stages professionnels 2025

Enabel RDC a le plaisir de vous informer de l'ouverture de la campagne de stages professionnels pour l'année 2025.

Ce programme s'inscrit dans sa volonté de contribuer activement à la formation des jeunes talents en leur offrant une expérience pratique et enrichissante dans un environnement professionnel stimulant et diversifié.

Les thématiques retenues pour cette année couvrent plusieurs domaines, merci de consulter les offres de stages disponibles via les liens ci-dessous :

1. Stagiaire aux finances Kinshasa : <https://jobs.enabel.be/job/Kinshasa-Stagiaire-aux-finances/1208452901/>
2. Stagiaire en administration Kinshasa : <https://jobs.enabel.be/job/Kinshasa-Stagiaire-en-administration/1208941601/>
3. Stagiaire en communication Kinshasa : <https://jobs.enabel.be/job/Kinshasa-Stagiaire-en-communication/1208980601/>
4. Stagiaire en emploi et entrepreneuriat Kinshasa : <https://jobs.enabel.be/job/Kinshasa-Stagiaire-en-emploi-et-entrepreneuriat/1209021601/>
5. Stagiaire aux finances Mbuji-Mayi : <https://jobs.enabel.be/job/Mbuji-Mayi-Stagiaire-aux-finances/1208918401/>
6. Stagiaire en agriculture Gemena : <https://jobs.enabel.be/job/Gemena-Stagiaire-en-agriculture/1208945801/>
7. Stagiaire en communication Lubumbashi : <https://jobs.enabel.be/job/Lubumbashi-Stagiaire-en-communication/1208959401/>
8. Stagiaire en emploi et entrepreneuriat Kisangani : <https://jobs.enabel.be/job/Kisangani-Stagiaire-en-emploi-et-entrepreneuriat/1209000301/>

Vous trouverez l'ensemble des offres d'emploi d'Enabel en cours sur le site carrière jobs.enabel.be

Les personnes intéressées sont priées de soumettre leur candidature directement via la plateforme, les dépôts physiques ou par adresse mail ne seront pas considérés.

Pour tout contact :

Liane KIMPUTU N'SANA, Chargée de Communication

Section Coopération Internationale/Ambassade du Royaume de Belgique

133, Boulevard du 30 Juin/Gombe - Kinshasa-RDC

T +243 819700160 - +243 996022100

E-mail : Liane.KimputuNSana@diplobel.fed.be

www.rdcongo.diplomatie.belgium.be - Suivez-nous

